

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 9 mars 2026

Fait marquant

La place maritime de Londres cherche à rassurer les armateurs face à la situation sécuritaire dans le détroit d'Ormuz

Le marché d'assurance Lloyd's of London a confirmé qu'il continuerait à proposer des assurances « à pratiquement tous ceux qui en font la demande », malgré les critiques concernant l'annulation de certaines polices et la hausse des tarifs pour les navires bloqués dans le Golfe. Les primes pour traverser le détroit d'Ormuz ont été multipliées par 12 en raison des risques accrus liés au conflit régional, tandis que le gouvernement américain a proposé un dispositif de réassurance de 20 Md\$ pour relancer le commerce maritime. Les responsables de Lloyd's, qui ont rencontré la chancelière Rachel Reeves, insistent sur le fait que l'enjeu majeur relève de la sécurité des navires et des équipages, et non d'un problème d'assurance.

Les dirigeants du marché londonien ont défendu la hausse des prix et les annulations, expliquant que les tarifs reflétaient l'augmentation du risque physique pour les navires et les équipages, ainsi que la valorisation plus élevée des navires due aux prix élevés du pétrole. Selon Lloyd's, les polices restent disponibles pour les navires individuels, même si la couverture d'un convoi escorté par l'armée américaine reste incertaine.

Energie

Le gouvernement annonce une première aide de 53 M£ pour soutenir les ménages face se chauffant au fioul

En réponse à la forte hausse des prix du fioul en raison du choc provoqué par la guerre au Moyen-Orient, le Premier ministre [Keir Starmer](#) a annoncé des mesures de soutien aux quelques 1,5 millions de ménages potentiellement concernés pour un montant total de 53 M£. Certaines factures ont en effet triplé depuis le début de la guerre en Iran. L'Irlande du Nord, où deux-tiers des ménages ne sont pas raccordés au réseau de gaz, est particulièrement touchée.

En complément, la Competition Market Authority se tient prête à prendre des mesures à l'encontre des entreprises qui auraient manqué à leurs obligations commerciales et contractuelles.

Le CCC publie un rapport sur les bénéfices de la neutralité carbone dans le contexte de hausse du prix des carburants fossiles

Le *Climate Change Committee* (CCC), organisation indépendante chargée de conseiller le gouvernement sur la trajectoire de décarbonation, a publié un nouveau [rapport](#) estimant que la transition vers la neutralité carbone d'ici 2050 coûterait moins cher à l'économie britannique qu'une hausse importante des prix des combustibles fossiles, comme celle observée après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. Selon ses projections, une forte hausse des prix du pétrole et du gaz ferait grimper les factures énergétiques des ménages de 59 %, tandis qu'un scénario de transition équilibrée vers le net zéro entraînerait une augmentation de seulement 4 %.

Le CCC chiffre le coût moyen annuel de la transition à environ 4Md£, soit 0,2 % du PIB prévu, entre 2025 et 2050, avec des investissements moyens de 26 Md£ par an compensés par 22 Md£ d'économies annuelles sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Les bénéfices surpasseraient les coûts de 2,2 à 4,1 fois, notamment grâce aux économies sur les dommages climatiques tels que tempêtes et vagues de chaleur, estimées entre 40 et 130 Md£ d'ici 2050. Le comité avertit que des températures mondiales en hausse de 4°C pourraient coûter chaque année jusqu'à 10 % du PIB

britannique, soulignant l'urgence de la transition vers une économie bas carbone.

Environnement

La gestion de l'eau incorporé au périmètre des secteurs soumis au contrôle des investissements étrangers

Le gouvernement britannique prévoit de modifier les règles de contrôle des investissements étrangers afin d'inclure les acquisitions de grandes entreprises de distribution d'eau dans le dispositif de filtrage pour raisons de sécurité nationale. Ces opérations devront désormais être signalées aux autorités avant d'être réalisées, ce qui permettra aux ministres d'examiner, d'imposer des conditions ou éventuellement de bloquer certaines transactions. Cette évolution s'inscrit dans le cadre de la loi sur la sécurité nationale et l'investissement (*National Security Investment Act*) adoptée en 2021, qui vise à empêcher des acteurs étrangers d'acquérir des entreprises britanniques jugées stratégiques.

Ces changements, qui devraient être introduits par voie réglementaire dans l'année, font suite à une consultation de douze semaines auprès d'acteurs juridiques et industriels. Le gouvernement espère clarifier un dispositif jugé parfois trop large ou opaque par les entreprises, tout en renforçant la protection de secteurs sensibles tels que l'eau, les semi-conducteurs ou les minerais critiques. Cette mesure pourrait notamment toucher l'investisseur hongkongais CK Infrastructure, propriétaire de Northumbrian Water et intéressé par Thames Water.

Transports

Le gouvernement britannique envisage de suspendre l'augmentation de la fiscalité des carburants

Le gouvernement britannique a indiqué examiner la possibilité de revoir son projet d'augmentation des taxes sur les carburants prévue pour septembre, dans un contexte de hausse des prix à la pompe liée aux tensions au Moyen-Orient. Lors des questions au gouvernement

du 11 mars, Keir Starmer a indiqué que la taxe sur les carburants resterait gelée jusqu'en septembre — comme c'est le cas depuis 2011 — et que la situation serait « suivie de près » en fonction de l'évolution du conflit, notamment en Iran. Le gouvernement avait initialement envisagé d'introduire progressivement une hausse de 5p par litre sur six mois. Selon les estimations de l'Office for Budget Responsibility, maintenir indéfiniment le gel de la taxe sur les carburants coûterait en moyenne environ 3,6 Md£ de recettes fiscales par an à partir de la fin de la décennie.

En parallèle, l'exécutif a affirmé vouloir lutter contre les pratiques de « surprofit » de certaines entreprises énergétiques ou de distributeurs de carburant profitant de la volatilité des marchés et à demander à l'autorité de la concurrence (Competition Market Authority) d'y être particulièrement vigilante.

Logement

Le marché de l'immobilier enregistre les premières répercussions de la guerre au Moyen-Orient

Le taux moyen des prêts immobiliers au Royaume-Uni a franchi la barre des 5 %, en réaction à la volatilité accrue sur le marché du crédit provoquée par la guerre au Moyen-Orient. En l'espace de 48 heures, près de 500 produits hypothécaires ont été retirés par les prêteurs, marquant la plus grande perturbation depuis le *mini-budget* de Liz Truss en 2022. Des banques majeures telles que HSBC, Nationwide, Halifax et Barclays ont augmenté leurs taux : la moyenne pour un prêt fixe sur deux ans atteint désormais 5,01 %, contre 4,84 % avant le conflit, tandis que la moyenne sur cinq ans s'établit à 5,09 %.

Cette hausse des taux frappe particulièrement les acheteurs et les emprunteurs souhaitant renégocier leur prêt, alors qu'environ 1,8 million de contrats à taux fixe arriveront à échéance en 2026 et nécessiteront un nouveau financement.

Les économistes avaient initialement anticipé deux baisses des taux directeurs en 2026 après quatre réductions annoncées par la Banque d'Angleterre l'an dernier. Les experts financiers estiment désormais que le taux directeur restera à 3,75 % lors de la réunion de la Banque

d'Angleterre le 19 mars, contre une probabilité de 80 % de baisse avant le conflit.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr